Plainte N° ...

Affaire : ARS / M. A

Pharmacien titulaire

Mme R
Rapporteur

**ORDRE NATIONAL DES
PHARMACIENS**

CONSEIL RÉGIONAL MIDI-PYRENEES

CHAMBRE DE DISCIPLINE

Décision 1096-D

M. Michel BERNOS
Président

Audience publique du 28 juin 2013
Affichage du 12 juillet 2013

Vu la plainte en date 19 juillet 2013, enregistrée le 20 juillet 2012, par laquelle le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées demande, en application de l'article R. 4234-1 du code de la santé publique, que des poursuites disciplinaires soient engagées à l'encontre de M. A ;

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées soutient qu'il ressort de l'enquête menée le 18 novembre 2011 des manquements graves concernant les conditions de cession du Rivotril® et que M. A n'a pas respecté les dispositions des articles R.4235-2, R.4235-3, R.4235-8, R.4235-10, R. 4235-12, R.4235-15, et R.4235-20 du code de déontologie ;

Vu le procès-verbal d'audition de M. A du 29 mars 2013.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de justice administrative;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 28 juin 2013 :

- le rapport de Mme R, rapporteur ;
- les observations de M. C, Pharmacien inspecteur de santé publique pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées.
- les observations de M. A et de Me Alessandro PEROTTO, son conseil.

Considérant qu'aux termes de l'article L. 5132-1 du code de la santé publique : « *Sont comprises comme substances vénéneuses : 10 les substances dangereuses classées selon les catégories définies à l'article L.5132-2 (...)* » ; qu'aux termes de l'article L.5132-2 du code de la santé publique : « *Les substances et préparations dangereuses mentionnées au » de l'article L. 5132-1 sont classées dans les catégories suivantes : 10 Très toxiques : substances et préparations qui par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée en très petites quantités, entraînent la mort ou nuisent à la santé de manière aiguë ou chronique (...)* » ; qu'aux termes de l'article L.5132-3 du code de la santé publique : « *Un arrêté ministériel (...) classe les substances dangereuses dans les catégories mentionnées à l'article L. 5132-2 et fixe la référence des phrases types devant figurer sur l'emballage (...)* » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-3 du code de la santé publique : « *Le pharmacien (...) doit avoir en toutes circonstances un comportement conforme à ce qu'exigent la probité et la dignité de la profession. (...)* » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-12 du même code : « *Tout acte professionnel doit être accompli avec soin et attention, selon les règles de bonnes pratiques correspondant à l'activité considérée (...)* » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-48 du code de la santé publique: « *Le pharmacien doit assurer dans son intégralité l'acte de dispensation du médicament, associant à sa délivrance : 1° L'analyse pharmaceutique de l'ordonnance médicale si elle existe; 2° la préparation éventuelle des doses à administrer ; 3° La mise à disposition des informations et les conseils nécessaires au bon usage du médicament. Il a un devoir particulier de conseil lorsqu'il est amené à délivrer un médicament qui ne requiert pas une prescription médicale. Il doit, par des conseils appropriés et dans le domaine de ses compétences, participer au soutien apporté au patient. »* ; qu'aux termes de l'article R. 5132-9 du code de la santé publique: « *Les personnes habilitées à exécuter les ordonnances ou les commandes comportant des médicaments autres que les préparations relevant de la présente section les transcrivent aussitôt à la suite, à l'encre, sans blanc ni surcharge, sur un registre ou les enregistrent immédiatement par tout système approprié ne permettant aucune modification des données qu'il contient après validation de leur enregistrement. Les systèmes d'enregistrement permettent une édition immédiate à la demande de toute autorité de contrôle des mentions prévues à l'article R 5132-10, chaque page éditée devant comporter le nom et l'adresse de l'officine. Les données qu'ils contiennent doivent figurer sur un support garantissant leur pérennité et leur intégrité. Elles doivent en outre être dupliquées sur deux supports distincts, le premier servant à la consultation habituelle, le second étant gardé en réserve. Les données archivées doivent pouvoir être accessibles, consultées et exploitées pendant la durée de leur conservation. »* ; qu'aux termes des dispositions de l'article R 5132-12 du code de santé publique:« *Il ne peut être délivré en une seule fois une quantité de médicaments correspondant à une durée de traitement supérieure à quatre semaines ou à un mois de trente jours selon le conditionnement (...)* » ;

Considérant que la plainte par laquelle le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées demande l'engagement de poursuites disciplinaires à l'encontre de M. A porte sur le non-respect de délivrance de la spécialité

RIVOTRIL® inscrite sur la liste n°1 des substances vénéneuses, le non enregistrement à l'ordonnancier des mentions obligatoires et listées, ainsi que la délivrance d'un médicament dont l'usage détourné est connu ; qu'il ressort des pièces du dossier, notamment des rapports et autres procès-verbaux diligentés par les services de l'administration, sans que cela ne soit sérieusement contesté, que M. A, pharmacien titulaire à ..., à la suite de la présentation d'ordonnances émanant d'un prescripteur établi hors Union Européenne, a délivré 278 boîtes de RIVOTRIL® 2mg comprimé, comme l'a relevé le juge pénal, correspondant à une durée de traitement de 12 mois ; que l'intéressé a également omis, de procéder à la transcription sur le registre de l'enregistrement d'ordonnance, la commande d'une substance vénéneuse ; que cette substance médicamenteuse a fait l'objet de mesures spécifiques en vu d'encadrer son usage et M. A, qui justifie d'une longue expérience, ne saurait dès lors sérieusement se prévaloir d'un défaut d'information de la part de l'administration de tutelle ; que si l'intéressé soutient que les délivrances ont été effectuées au profit d'un confrère résidant au Maroc qui lui présente une prescription pour répondre à une rupture de stock au Maroc, il aurait dû manifester davantage de vigilance eu égard aux quantités de médicaments en cause, à leurs conditions de délivrance ; que les éléments de faits susmentionnés, non contestés, qui sont le support nécessaire du dispositif de la décision du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées, à la suite des rapports et procès-verbaux d'enquêtes effectués par le pharmacien inspecteur de santé publique, présentent au regard des dispositions précitées du code de la santé publique, relatives aux devoirs des pharmaciens, le caractère de faute professionnelle de nature à justifier une sanction disciplinaire ;

Considérant que, compte tenu de la nature et de la gravité des faits litigieux, et eu égard toutefois aux conditions particulières dans lesquelles ces derniers se sont déroulés, à la personnalité de l'intéressé qui compte tenu de sa longue expérience professionnelle ne saurait se prévaloir en l'espèce de sa naïveté pour avoir facilité l'usage d'un médicament classé comme stupéfiant, sur la présentation d'ordonnances dont il connaissait le caractère fictif ou complaisant, il y a lieu de condamner M. A à une peine d'interdiction d'exercer la pharmacie pour une durée de neuf mois ; que ladite peine sera exécutoire à l'expiration du délai d'un mois courant à compter de la date à laquelle la présente décision sera devenue définitive ;

DECIDE

Article 1 : M. A est condamné à une peine d'interdiction d'exercer la pharmacie pour une durée de neuf mois

Article 2 : Le point de départ de l'interdiction prononcée à l'article 1^{er} est fixé à l'expiration du délai d'un mois courant à compter du jour où la présente décision devient définitive.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à :

- M. A ;
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées ;
- Mme la Présidente de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Mme la Ministre chargée de la santé.

Délibéré après l'audience publique du 28 juin 2013 à laquelle siégeaient, le quorum étant atteint :

M. Michel BERNOS, Président,
Martine AUGÉ, Annie BOUSQUET, Yves CAHUZAC, Olivier CARTON, Clothilde CAUMETTE, Henri CAUSSIGNAC, Laurent CLOT, Danièle FOURNIOLS, Jean-Marie GUILLERMIN, Franck IMBERT, Michel LASPOUGEAS, Florence MARFAING, Florence TABOULET, avec voix délibérative.

Affichage du 12 juillet 2013

Le président,

Signé

M. BERNOS

La greffière,

Signé

C. SETSOUA